



REPORTAGES
D'UN
MONDE EN
CHANGEMENT 2022

Alliance Mondiale contre le
Changement Climatique
(EU GCCA+) #AMCCPLUS



europa.eu/capacity4dev/gcca-community
www.gcca.eu



1

Amérique centrale:
Les technologies et
la tradition au sec-
ours des agriculteurs
du « corridor de la
sécheresse »



2

Une île balayée
par le vent – des
agriculteurs du Cap-
Vert misent sur la
production agricole
durable



3

Zimbabwe : des
technologies intelli-
gentes face au climat
pour la sécurité
alimentaire de l'après
COVID-19



4

Arbres, vaches
et abeilles : un
avenir durable
pour l'agriculture,
l'élevage et la
sylviculture en
Mongolie



5

Les jeunes et
l'économie bleue
dans le Pacifique



6

Pas de transition
verte sans
l'économie bleue ?



7

Quand le bleu et le
vert se rencontrent
– les mangroves, «
forêts bleues »



8

Inverser la tendance
pour aider les
communautés de
pêche traditionnelles
aux Comores



9

Economie bleue
et moyens de
subsistance – Le
Sénégal et la
Gambie



10

Tourisme côtier dans
les pays vulnérables
: de la Barbade aux
Seychelles



11

Mozambique :
l'équilibre fragile
entre image
touristique et aléas
climatiques



12

Un avenir durable
pour le karité en
Afrique de l'Ouest : la
solution est entre les
mains d'agricultrices



13

Des chaînes
de valeur sans
déforestation : une
réponse nécessaire

AMÉRIQUE CENTRALE: LES TECHNOLOGIES ET LA TRADITION AU SECOURS DES AGRICULTEURS DU « CORRIDOR DE LA SÉCHERESSE »

Le Corridor de la sécheresse d'Amérique centrale, qui couvre six pays et s'étend sur plus de 1 600 kilomètres est l'un des points névralgiques des changements climatiques les plus préoccupants. Dans cette zone d'environ 11 millions d'habitants, près d'une décennie de sécheresse n'a pas seulement aggravé la pauvreté et la faim, elle a aussi été l'un des principaux facteurs à l'origine d'un flux migratoire vers le Nord, en direction des Etats-Unis.

La côte Pacifique de l'Amérique centrale est depuis longtemps une zone aride, mais le changement climatique, l'imprévisibilité des précipitations et la multiplication des événements El Niño touchent désormais de plein fouet les agriculteurs. Selon un rapport de la Banque mondiale, le changement climatique pourrait pousser plus de quatre millions d'habitants à fuir la région d'ici 2050.

Une initiative mise en œuvre par le programme européen DeSIRA redonne aujourd'hui espoir à plus de trois mille petits exploitants du Panama, du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, d'El Salvador et du Nicaragua, ainsi qu'à leur famille. DeSIRA – acronyme de Development Smart Innovation through Research in Agriculture (« développement intelligent pour l'innovation par la recherche en agriculture ») – a injecté 6 millions d'euros dans le projet Agrolnova qui vise à améliorer la résilience des agriculteurs face aux effets dévastateurs des changements climatiques.

Ce projet de deux ans, qui associe agroforesterie et diversification des cultures, vise à montrer aux agriculteurs qu'ils peuvent espérer un avenir



©IICA

durable et plus productif. Mais attention, le projet n'a rien d'une formation théorique : des parcelles de démonstration ont été mises en place dans les six pays du corridor afin de permettre aux agriculteurs d'apprendre – par la pratique – à cultiver des variétés résistantes à la sécheresse. Dans le même temps, des pépinières produisent les plants d'arbres qui seront plantés sur les parcelles.

« *Les systèmes agroforestiers associent des arbres et des cultures,* » explique Cecilia Guerra, une étudiante de troisième cycle qui travaille pour la CATIE, le Centre d'agronomie tropicale de recherche et d'enseignement supérieur (CATIE) basé au Costa Rica, qui est l'un des deux partenaires de mise en œuvre du projet. « *Ces systèmes offrent aujourd'hui de réelles perspectives pour le corridor de la sécheresse. Il s'agit d'une solution vraiment innovante – à court terme, nous faisons pousser d'autres cultures, pour nous nourrir, et à long terme, nous aurons du bois. Les plants d'arbres cultivés aujourd'hui dans les pépinières sont en quelque sorte un investissement pour le futur.* »

Les parcelles de démonstration fournissent aussi les aliments dont les communautés locales, qui souffrent encore des conséquences de la pandémie de Covid-19, ont vraiment besoin. « *Nous avons ouvert des banques alimentaires pour aider les populations les plus démunies et les plus vulnérables,* » explique Guillermo Destlefsen, expert en systèmes agroforestiers au CATIE. « *Les banques alimentaires sont approvisionnées en produits frais cultivés sur les parcelles de démonstration. Nous avons simplement adapté les cultures pour que les parcelles produisent les*

aliments nécessaires. »

Guillermo insiste sur le rôle essentiel des parcelles de démonstration dans les districts costaricains de Turrialba et Coronado, où les banques alimentaires proposent gratuitement du maïs, des haricots, du manioc,



©IICA

AMÉRIQUE CENTRALE: LES TECHNOLOGIES ET LA TRADITION AU SECOURS DES AGRICULTEURS DU « CORRIDOR DE LA SÉCHERESSE »

des patates douces, des bananes plantain, des potirons et des bananes aux ménages qui ont des difficultés à se nourrir. « Nous faisons preuve de responsabilité sociale et de solidarité envers les communautés à proximité des parcelles de démonstration, » poursuit-il. « Le modèle diversifié de production agroforestière garantit la production d'aliments de qualité tout au long de l'année, tout en permettant à des milliers de producteurs d'apprendre à mettre en œuvre ces solutions innovantes pour améliorer leur résilience et produire de manière durable. »

La pandémie a aussi eu des effets positifs inattendus, en offrant l'occasion d'utiliser des solutions technologiques pour aider les agriculteurs et les communautés rurales. L'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA), l'autre partenaire de mise en œuvre d'AgroInnova, a développé une appli afin de fournir des informations actualisés sur les mesures de biosécurité, protéger la santé de la main-d'œuvre agricole et des chaînes d'approvisionnement agroalimentaire, et de garantir la continuité de l'approvisionnement.

Le projet AgroInnova se terminera en 2023, mais ses résultats semblent d'ores et déjà prometteurs. Selon l'IICA, plus de cent parcelles de démonstration ont été mises en place sur une superficie de près de quatre-vingts hectares. Rien qu'en 2021, le projet a enregistré plus de trois mille visites d'agriculteurs sur ses parcelles de démonstration. Grâce au concours des experts d'AgroInnova, ils ont appris comment déployer les nouvelles technologies et les bonnes pratiques agricoles.



« Nos formations portent sur la gestion intégrée des cultures, le captage d'eau et l'irrigation, la restauration des sols, les semences améliorées pour l'alimentation animale et humaine, des services écosystémiques des arbres et la production d'intrants biologiques, » explique Pedro Avendaño Soto, coordinateur du projet à l'IICA. « Notre objectif est d'améliorer la production, de renforcer la sécurité alimentaire et de faciliter l'adoption de nouvelles pratiques agricoles pour aider les bénéficiaires à faire face au changement climatique. L'accent est mis sur le transfert de technologies, les bonnes pratiques agricoles, la mise en place de systèmes agroforestiers innovants – associant également les femmes et les jeunes des zones rurales – et le développement professionnel des spécialistes et des techniciens agricoles. »

L'innovation et le transfert de technologies sont la clé de la survie à long terme des communautés agricoles du corridor de la sécheresse. Un récent atelier organisé par l'IICA et le CATIE a réuni 44 experts techniques afin de jeter les bases de la création d'un Réseau technique régional d'agroforesterie qui prendra le relais du projet AgroInnova, lorsque celui-ci se terminera, en 2023.

« Nous avons beaucoup à apprendre de l'utilisation des systèmes agroforestiers, » a expliqué Muhammad Ibrahim, le directeur général du CATIE aux participants de l'atelier. « La documentation et la systématisation des expériences nationales dans le domaine de l'agroforesterie – un des systèmes les plus résilients – doit selon nous faire l'objet de tous nos efforts et de toute notre attention si nous voulons

optimiser la production et les bénéfices à en tirer, y compris l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la conservation de la biodiversité ».

Pour les millions d'agriculteurs en très grande difficulté du Corridor de la sécheresse d'Amérique centrale, ce soutien est plus urgent que jamais. Selon un récent rapport du Programme alimentaire mondial, près de deux tiers de la population rurale du corridor de la sécheresse vivent dans la pauvreté, le revenu moyen mensuel ne dépassant pas 177 dollars. En plus des 6 millions d'euros injectés dans AgroInnova, la Commission européenne a récemment promis un montant supplémentaire de 5 millions d'euros pour soutenir l'aide alimentaire et la nutrition, la santé, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et la protection dans la région.

Malgré les difficultés rencontrées, AgroInnova a démontré la valeur d'une approche associant technologies innovantes et savoir-faire traditionnel local. Comme le souligne le Directeur général de l'IICA, Manuel Otero, « sans le soutien de la science et de la technologie, le secteur agricole aurait le plus grand mal à relever les défis qu'il rencontre, sur le plan environnemental, social et de la production. L'agriculture a pour mission de nourrir la population mondiale. Il faut donc la soutenir au maximum pour qu'elle puisse bénéficier des avancées technologiques. »

UNE ÎLE BALAYÉE PAR LE VENT – DES AGRICULTEURS DU CAP-VERT MISENT SUR LA PRODUCTION AGRICOLE DURABLE

Un vent sec et brûlant balaie les champs poussiéreux de Santo Antão, la plus septentrionale des dix îles de l'archipel cap-verdien, à 800 km de la côte occidentale de l'Afrique. Les fortes rafales de vent menacent aussi de faire s'envoler le chapeau d'Alfredo Sendim, un agriculteur qui montre à un groupe de jeunes comment enrichir le sol sablonneux avec du compost.

« Les conditions sont vraiment très dures sur l'île, » explique Alfredo, qui travaille dans l'exploitation expérimentale de la Casa do Meio – un laboratoire de nouvelles pratiques agricoles durables situé près de la côte. « Ce n'est vraiment pas facile de transformer ce qui est pour la plupart un désert. Le manque d'eau, le vent et le soleil ne facilitent pas la tâche. Mais nous sommes déterminés. »

Alfredo ainsi que d'autres agriculteurs de la coopérative Montado Freixo do Meio, sur l'île de Santo Antão, vivent déjà le changement climatique de très près. Sept insulaires sur dix habitent en zone rurale et dépendent essentiellement de l'agriculture. Or, le caractère désormais imprévisible des précipitations, les sécheresses et la désertification font de plus en plus partie du quotidien. À cela s'ajoutent les vents forts de l'Atlantique qui soufflent toute l'année, et qui sont à l'origine d'un important phénomène d'érosion des sols.

« Malheureusement, le réchauffement climatique accélère la dégradation des terres à Santo Antão, » comme l'a expliqué Amilton Lopes, expert agricole local lors d'un récent atelier sur la production alimentaire



© Amupal - Casa das Caldeiras

durable. « Chaque jour, nous nous battons contre le vent, qui est incontestablement le pire ennemi de l'agriculture ici. Il est à l'origine d'une grave érosion des sols et, associé à l'élévation des températures, cela impacte énormément les terres. Nous sommes pris dans un cercle vicieux. »

Amilton Lopes, coordinateur technique auprès de l'ADPM Mértola, compte parmi ceux qui apportent leur soutien aux agriculteurs du Cap-Vert qui se sont lancés dans une aventure ambitieuse : comment cultiver de manière durable sur ces terres hostiles. Mis en œuvre au titre du programme AMCC+ Afrique de l'Ouest, d'une durée de 5 ans et financé à hauteur de 12 millions d'euros par l'UE, le projet cap-verdien Agro Floresta promeut un large éventail de techniques agricoles durables, comme l'utilisation de cultures résistantes à la sécheresse et d'une couverture végétale pour lutter contre la désertification.

« L'agroforesterie est une ancienne technique agroécologique qui vise à améliorer la productivité agricole, » explique-t-il. « Elle redevient à la mode car elle permet de fixer l'eau dans le sol et d'y augmenter la teneur en matières organiques. » Les solutions low-tech traditionnelles sont non seulement moins coûteuses, mais elles sont aussi souvent plus efficaces. Nous construisons par exemple des « nids » en paille ou en déchets de canne à sucre autour des arbres fruitiers et d'autres végétaux pour retenir l'humidité, les protéger du vent et enrichir le sol.

De retour à la Casa do Meio, Alfredo explique à ses étudiants l'importance

de l'agroécologie. « Nous avons aménagé ce champ l'année dernière, mais cela ne représente finalement que cinq pour cent du travail. Le plus dur, c'est d'entretenir les terres, ce qui nécessite des années et des années de travail. Nous rassemblons de grandes quantités de matières organiques végétales, nous les coupons, les mélangeons et les utilisons pour enrichir le sol. Grâce à cela, les arbres poussent plus vite et nourrissent à leur tour le sol – un cycle durable est ainsi mis en place, » explique-t-il.

Dans l'exploitation expérimentale de Planalto do Leste, sur les hauteurs du plateau central de Santo Antão, Amilton plante des tagasastes (ou luzerne arborescente), un arbuste qui est un véritable miracle de la nature. Il capte l'azote de l'air pour améliorer la fertilité du sol et peut atteindre sept mètres de haut, faisant ainsi office de coupe-vent. Et il peut être utilisé comme aliment pour le bétail et la volaille. « Sentez comme le sol est humide, c'est exactement ce que nous recherchons, » poursuit-il. « Le tagasaste fait de l'excellent compost et améliore la qualité du sol, en l'aidant à retenir l'humidité. Nous allons aussi le sécher pour en faire des aliments pour bétail. Nous allons ensuite commencer la formation des agriculteurs, en mettant l'accent sur l'alimentation animale et la production d'aliments pour le bétail. »

Les pénuries d'eau sont un défi permanent au Cap-Vert. Selon la Banque mondiale, un cinquième environ des précipitations sont « perdues » à cause du ruissellement de surface et deux tiers s'évaporent tout simplement. Tout en encourageant la production alimentaire durable,

le projet de l'UE-AMCC+ mettra en place un système permettant de capturer l'eau du brouillard, de collecter l'eau de pluie et d'installer un système d'irrigation goutte à goutte alimenté par des panneaux solaires.

« Nous sommes confrontés à une triple crise, » a expliqué Gilberto Silva, ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, lors d'une récente visite au projet de l'AMCC+. « Une crise climatique, une crise sanitaire provoquée par la pandémie et une crise alimentaire liée à la guerre en Ukraine. Nous sommes un petit État insulaire très vulnérable aux chocs climatiques, et ces crises ont un terrible impact sur notre pays. Nous devons trouver et accélérer des solutions pour le secteur agroalimentaire cap-verdien. »

Alfredo Sendim acquiesce. « Nous sommes tous dans le même bateau. Pendant longtemps, nous nous sommes contentés de rêver d'agriculture durable mais aujourd'hui, nous sommes en train de résoudre des problèmes dans le respect de la nature. C'est en quelque sorte un réapprentissage. Comment créer des systèmes autosuffisants qui ne nous obligent pas à importer quoi que ce soit et qui sont en harmonie avec nos écosystèmes. »

ZIMBABWE : DES TECHNOLOGIES INTELLIGENTES FACE AU CLIMAT POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE

En Afrique australe, la charge de morbidité, les confinements et autres restrictions liées au COVID-19 ont perturbé les chaînes de valeur alimentaires, touchant les maillons de la production et de la commercialisation. La crise provoquée par la pandémie a en outre aggravé les effets du changement climatique (qui se manifeste par la hausse des températures et l'augmentation de la sécheresse, mais aussi par des épisodes de pluies torrentielles) sur les systèmes agroalimentaires. Ces derniers sont donc de plus en plus vulnérables, mettant en péril la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de ménages, notamment ceux

qui tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture de subsistance et de l'agriculture à petite échelle.

Pour remédier à cette situation, le Centre de coordination de la recherche et du développement agricole pour l'Afrique australe (CCARDESA) a lancé un projet visant à atténuer les conséquences du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Zimbabwe (ainsi qu'en Eswatini, au Mozambique et en Zambie) en déployant des technologies intelligentes face au climat. Ce projet est financé par le programme Intra-ACP de l'AMCC+ dans la région de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA). Au Zimbabwe, il est géré par Grow a Tree Foundation (GTF).

Lancé en décembre 2020 pour une durée de 18 mois, le volet zimbabwéen du projet est mis en œuvre sur un domaine de 3,6 hectares situé à Gwangwawa, un village du district de Rushinga, dans le nord-est du Zimbabwe. Il apporte un soutien à une communauté de 100 ménages à travers une série d'activités visant à diversifier la production agricole et à la mettre à l'abri du changement climatique.

Le projet soutient la plantation d'arbres fruitiers, de moringas et de baobabs, le forage de puits solaires pour la production horticole et fruitière, l'extension de l'irrigation solaire au goutte-à-goutte et la diffusion de fourneaux améliorés économes en énergie pour réduire la consommation de combustible-bois. Il a aussi facilité l'enregistrement des entreprises qui aideront les agriculteurs locaux à commercialiser leur production. Ces derniers bénéficient par ailleurs d'une formation aux pratiques agricoles intelligentes face au climat et à la gestion financière.

Un an après son lancement, le projet porte déjà ses fruits, comme en témoigne l'augmentation de la production horticole. Le projet envisage même de diversifier les activités et de soutenir l'apiculture, l'aquaculture, l'élevage de volailles et de chèvres, et la transformation de la pulpe d'arachide et de baobab. Ces premiers succès ont contribué à susciter l'intérêt des banques qui ont consenti des prêts pour l'installation de clôtures et proposé des services financiers. Autant d'éléments qui facilitent le développement d'une alternative durable aux moyens d'existence jusqu'ici générés par l'extraction d'or, la production de tabac et la fabrication de charbon de bois.



© Amupal - Casa das Caldeiras

ARBRES, VACHES ET ABEILLES: UN AVENIR DURABLE POUR L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE ET LA SYLVICULTURE EN MONGOLIE

Urantssetseg Tsend ne s'arrête jamais. Pourtant, alors qu'elle s'affaire à traire ses vaches, vérifier ses ruches et s'occuper de sa pépinière, elle prend le temps de nous parler de sa passion pour l'agriculture et la nature. Urantssetseg habite dans une région reculée du nord de la Mongolie, un paysage de forêts, de pâturages et de montagnes.

« Ce que je souhaite avant toute chose, c'est de transmettre nos forêts aux générations futures, » explique-t-elle. « Je pense que la protection des forêts et de la nature relève de la responsabilité de chacun d'entre nous et de toutes les communautés. »

Urantssetseg partage cette vision avec d'autres éleveurs et agriculteurs de Binder, un « soum » (comté) situé à plus de 400 km de la capitale Oulan-Bator. Quand elle ne s'occupe pas de son exploitation, de son mari, de ses enfants et petits-enfants, elle parvient ainsi à trouver le temps de diriger le groupe d'utilisateurs forestiers (GUF) de Delger. Le GUF gère une grande pépinière de conifères et de feuillus, et récolte chaque année près de deux tonnes de pommes de pin.

« Cela fait cinq ans que je suis responsable de ce GUF. Nous comptons 49 membres actifs de 24 ménages, mais ce n'est pas toujours facile d'organiser tout cela et de les inciter à participer. En tant que responsable, j'organise des activités et encourage les utilisateurs à y participer, » explique Urantssetseg. « Pendant les périodes de grande sécheresse au printemps et en automne, les membres de la communauté assurent des patrouilles de surveillance incendie et des opérations de coupe sélective sur plus de 15 hectares de forêts. Nous gardons également un œil sur l'abattage illégal. Nous n'avons pas ménagé nos efforts pour réaliser

nos objectifs. »

Depuis 2021, le FUG collabore avec le projet STREAM (Sustainable Resilient Ecosystem and Agriculture Management in Mongolia, Gestion durable pour une agriculture et des écosystèmes résilients en Mongolie). Ce projet aide les communautés locales à assurer une gestion durable des paysages et leur sécurité alimentaire. Cofinancé par l'UE AMCC+ et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), STREAM aide les agriculteurs et les éleveurs à prospérer dans le contexte du changement climatique.

Selon les estimations de l'ONU, environ 90 % des prairies de Mongolie sont exposées à la désertification et trois quarts des terres de pâturage sont déjà dégradées. Jusqu'à présent, le soum de Binder a heureusement échappé aux pires impacts de ces phénomènes. « En tant qu'éleveuse, je n'ai pas encore constaté de désertification importante, » affirme Urantssetseg. « La croissance du foin et la production de fourrage et de compost semblent normales par rapport aux années précédentes. En revanche, nous avons connu pendant deux années d'affilée des précipitations anormalement faibles pendant l'hiver et de fortes pluies au printemps. »

Le programme STREAM, financé à hauteur de 4 550 000 euros sur une période de trois ans est mis en œuvre conjointement par l'agence allemande de développement (BMZ) et la FAO. « Nous ne pouvons que nous réjouir de la bonne collaboration avec l'expert forestier de STREAM, » explique Urantssetseg. « Nous avons acquis de très nombreuses connaissances grâce aux formations et aux réunions techniques qu'ils organisent. Les membres de notre GUF sont très heureux de pouvoir travailler avec eux dans le cadre de ce projet et nous envisageons à présent de développer encore nos connaissances et de les mettre en pratique. »

La priorité est donnée aux activités respectueuses des forêts, telles que l'apiculture. « La sylviculture et l'apiculture sont intimement liées, » explique-t-elle. « Nous plaçons des ruches à proximité des plantes à fleurs en lisière de forêt, car les abeilles jouent un rôle clé dans la pollinisation, et favorisent ainsi la biodiversité. Et bien sûr, les membres du GUF savent qu'ils doivent absolument éviter de faire paître leurs bêtes dans des zones de régénération naturelle. »

L'agriculture n'a pratiquement aucun secret pour Urantssetseg. Cela fait 30 ans qu'elle travaille sur ces terres. Avant cela, son mari et elles conduisaient des tracteurs et des moissonneuses batteuses pour une coopérative céréalière. En 2000, le couple s'est lancé dans l'apiculture et la foresterie, tout en pratiquant l'élevage. Son dynamisme et la passion qui l'anime sont d'autant

plus impressionnants qu'elle a dû faire face à de graves problèmes de santé. « Il y a quelques années, j'ai eu un cancer, mais heureusement, le traitement a fonctionné et grâce au soutien de ma famille et de la communauté, je me suis rétablie, physiquement et mentalement aussi. »

Les éleveurs mongoliens sont des gens extrêmement résistants. A Binder, les températures plongent régulièrement jusqu'à -25°C en hiver et le changement climatique se traduit par des précipitations imprévisibles, des sécheresses et des phénomènes météorologiques extrêmes. Pour une communauté à ce point tributaire de l'élevage et de l'agriculture, les perspectives sont des plus incertaines.

« L'élevage est la principale source de revenus des habitants. Tous les membres de notre GUF élèvent du cheptel. Nous produisons une trentaine de produits laitiers : yaourt, beurre caillé, crème aigre, crèmes diverses et pressure que nous vendons pour améliorer les revenus du ménage. »

Alors qu'elle retourne à ses tâches qui s'enchaînent les unes aux autres, Urantssetseg se demande quel pourrait être l'impact futur du changement climatique. « Je suis convaincue que l'élevage, la foresterie durable et l'apiculture se transmettront à la prochaine génération. J'espère seulement que nous serons épargnés par les catastrophes naturelles. »



© Anarmaa Baatar / GIZ

LES JEUNES ET L'ÉCONOMIE BLEUE DANS LE PACIFIQUE

Couvrant 30 % de la surface de la Terre, l'océan Pacifique est une véritable source de vie pour les pays insulaires du Pacifique, qui en dépendent pour se nourrir, générer des revenus et créer des emplois. Or, cette ressource essentielle est menacée par les effets du changement climatique, la pollution marine et la surexploitation.

Le projet SUPA (Scaling up Pacific Adaptation) de l'Alliance mondiale contre le changement climatique plus (AMCC+), financé par l'UE, est mené en étroite collaboration avec dix pays insulaires du Pacifique dans le but de contrer ces menaces en renforçant les mesures spécifiques d'adaptation au changement climatique qui placent les populations au centre du développement. Malgré l'ampleur des défis à relever, ce projet a permis d'adopter une approche ciblée visant à mettre en œuvre des mesures spécifiques, étape par étape.

Depuis quelques décennies, les ressources marines des îles Cook subissent un déclin considérable. Une prolifération d'étoiles de mer couronne d'épines, qui peuvent détruire rapidement les écosystèmes des récifs coralliens, a été détectée dans le sud de l'archipel.

En 2021, lors d'une visite à Mauke visant à impliquer les jeunes et les adultes dans l'application des connaissances traditionnelles à la gestion des ressources marines, les jeunes de la région ont été formés aux techniques de plongée en apnée en toute sécurité afin de venir à bout d'une invasion d'étoiles de mer couronne d'épines.

Plus de 119 étoiles de mer ont été enlevées grâce à cette initiative. Des



© EU GCCA+ SUPA 2021

actions de sensibilisation sont également menées pour intégrer cette activité dans un programme régulier de surveillance et d'éradication. Le projet développe aussi les infrastructures et les capacités techniques de la station de recherche marine d'Aitutaki afin de promouvoir des mesures proactives telles que l'aquaculture de palourdes.

Le volume de débris plastiques déversés dans les océans du monde entier et nuisant à la vie marine, à la qualité de l'eau et à des secteurs tels que le tourisme est l'un des plus graves enjeux environnementaux de ce siècle. Son ampleur est alarmante.

Situées dans le nord-ouest du Pacifique, les Palaos sont connues pour leur écosystème marin vierge, qui attire les plongeurs du monde entier et est une source de nourriture et de moyens de subsistance pour les Palaosiens. Grâce au soutien du projet SUPA de l'AMCC+ et d'autres initiatives, les étudiants, les enseignants et les résidents de l'archipel se lancent dans une initiative à long terme pour lutter contre la pollution plastique.

Les déchets plastiques sont régulièrement ramassés sur les plages, échantillonnés à l'aide de protocoles établis, triés en groupes de macro-, méso- et microplastiques et comptabilisés. Les résultats sont ensuite partagés avec The Big Microplastic Survey, un programme de surveillance mondial lancé par l'université de Portsmouth au Royaume-Uni.

La première étape pour trouver des solutions efficaces et coordonnées

consiste à comprendre la nature du problème. Aux Palaos, l'activité de surveillance est intégrée dans le programme scolaire, ce qui a un impact sur le développement durable et sur l'apprentissage. En outre, des opérations de nettoyage des plages sont menées après chaque visite de surveillance.

Répétées dans le temps et en de nombreux endroits différents, de petites actions spécifiques menées sur le terrain comme celle-ci peuvent favoriser une bonne gestion de l'environnement à l'échelle mondiale et contribuer à une économie bleue.

La première étape pour trouver des solutions efficaces et coordonnées consiste à comprendre la nature du problème.

PAS DE TRANSITION VERTE SANS L'ÉCONOMIE BLEUE ?

Les océans sont essentiels à la régulation du climat. Ils absorbent 98 % de la radiation solaire et, via les courants marins, font circuler cette chaleur autour de la planète, de l'équateur aux pôles. C'est ainsi qu'ils influencent des phénomènes aussi divers que la pluviométrie, les températures de surface ou la météo quotidienne. Les océans sont aussi le plus grand puits de carbone au monde – depuis les années 1970, ils ont en effet absorbé près de la moitié de toutes nos émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, l'économie verte a longtemps fait de l'ombre au potentiel de l'économie bleue. Comme l'a expliqué Peter Bridgewater, écologue marin, lors d'un atelier régional de l'AMCC+, « *notre vision a radicalement changé, profitant d'un véritable raz-de-marée de connaissances, si vous me pardonnez le jeu de mots. Dès 2015, les ONG [organisations non-gouvernementales] ont cessé de se focaliser sur les forêts tropicales pour concentrer toute leur attention sur ces endroits de notre planète – les océans – qui séquestrent bien plus de carbone que les forêts.* »

Le rôle des océans dans la lutte contre le changement climatique est connu depuis longtemps, mais il y a depuis peu une prise de conscience quant au rôle joué par les environnements marin et côtier dans le développement durable. Il s'agit donc de trouver le meilleur équilibre possible entre la santé environnementale et la santé financière de l'économie bleue.

« *Il existe de très nombreuses définitions et visions de l'économie bleue* », explique Pierre Failler, expert technique à l'UE AMCC+ et professeur



© EU GCCA+ / Anatoly Kireev

d'économie à l'université de Portsmouth. « *À mes yeux, il ne s'agit pas uniquement de tirer profit de l'économie bleue sur le plan économique et social. Il faut aussi exploiter son impact potentiel sur l'environnement notamment, car nous avons besoin d'écosystèmes en bonne santé.* »

Des investisseurs ont calculé que si l'économie bleue était un pays, elle se classerait au septième rang mondial en termes de PIB annuel – environ 2 500 milliards de dollars – devant ainsi l'Italie et le Brésil. Mais alors que l'économie bleue devrait se développer pour rapporter à l'économie mondiale jusqu'à 3 900 milliards de dollars d'ici à 2030, qui se chargera finalement de définir les fondements d'une économie bleue durable ? Comment allons-nous éviter d'exploiter les océans de manière irréfléchie, comme nous l'avons fait avec la nature, les sous-sols, le tourisme et d'autres ressources, au point de détruire les écosystèmes terrestres ? « *La gouvernance bleue devrait être au cœur de l'économie bleue* », insiste M. Bridgewater. « *La gouvernance bleue est absolument essentielle. Vu le nombre d'acteurs dans ce domaine, il faut vraiment s'assurer que chacun y travaille de manière efficace et dans le respect de la législation.* »

Contrairement aux écosystèmes terrestres, l'environnement marin est peu délimité par des frontières nationales. Selon le point de vue, il est considéré comme une ressource commune ou comme une opportunité prête à être exploitée. Le changement climatique n'est pas la seule menace qui pèse sur l'économie bleue. Celle-ci est aussi exposée au risque de catastrophes d'origine humaine comme les marées noires,

la pollution plastique, la surexploitation, la destruction d'habitats et la pêche non durable. Selon le WWF, « *la valeur ajoutée directe et indirecte générée par les environnements marins est de plus en plus menacée par des facteurs environnementaux. Cette évolution met en péril les actifs et revenus actuels et futurs, tributaires d'une économie bleue en bonne santé.* »

Face à la nécessité de trouver un équilibre entre création d'emplois et croissance économique, d'une part, et protection des zones marines et côtières, d'autre part, l'UE AMCC+ coopère avec des communautés côtières et des petites nations insulaires des quatre coins du monde afin de les aider à récolter les fruits d'une économie bleue durable. Qu'il s'agisse de pêche artisanale durable ou de restauration de mangroves, la priorité est de renforcer la sécurité climatique, alimentaire et de l'emploi tout en s'assurant que la nature puisse s'épanouir.

La gouvernance bleue devrait être au cœur de l'économie bleue.

QUAND LE BLEU ET LE VERT SE RENCONTRENT – LES MANGROVES, « FORÊTS BLEUES »

Parler de forêts bleues tient presque de l'oxymore et pourtant, selon le PNUE, « *il existe des catégories de forêts très différentes – dans l'eau et sous l'eau – qui sont tout aussi magnifiques et précieuses* » que celles qu'on rencontre sur terre. « *Nous commençons seulement à comprendre le rôle clé de ces forêts bleues dans la stabilité du climat de notre planète* », explique Leticia Carvalho, directrice de la branche « marine et eau douce » du PNUE.

Les mangroves en sont probablement les représentants les plus connus. Elles peuvent absorber d'énormes quantités de carbone – environ quatre fois plus que les forêts tropicales –, mais elles assurent également une protection naturelle contre les événements climatiques extrêmes, de plus en plus fréquents et intenses, tels que les cyclones et les marées de tempête. Leurs racines abritent une incroyable biodiversité – poissons, crustacés et mollusques – dont quelque 200 millions de personnes dépendent pour leur nourriture et leurs moyens de subsistance.

Consciente de la contribution potentielle des mangroves à l'économie bleue, à la réduction du risque de catastrophe et à la capture et au stockage du carbone, l'UE AMCC+ s'emploie à restaurer, protéger et replanter des mangroves un peu partout dans le monde. Depuis 2007, elle a ainsi mis en œuvre 16 projets dans 12 pays. Conformément aux principes d'une approche équilibrée pour l'économie bleue, ces projets ne visent pas uniquement à lutter contre le changement climatique et la crise de la biodiversité. Ils entendent aussi créer des emplois et fournir aux communautés des moyens de subsistance durables.



©GCCA+ Kosta Pavlowitch

Suriname : Un programme financé à hauteur de 5 millions d'euros par l'UE mise notamment sur l'apiculture durable pour stimuler la restauration naturelle des mangroves et générer des sources de revenus alternatives pour une quarantaine d'apiculteurs dans une région où les emplois sont rares. « Les mangroves et les abeilles sont inséparables », explique Richenel Davids, président de l'association locale des apiculteurs. « Ce qui est bon pour les mangroves est également bon pour l'emploi local. »

Cuba : Dans le cadre de l'ambitieuse stratégie cubaine Tarea Vida (« Projet de vie ») – un plan d'une durée de 100 ans visant à lutter contre le changement climatique adopté en 2018 –, l'UE AMCC+, le PNUD et le Fonds vert pour le climat s'associent à la restauration de mangroves, de prairies sous-marines et de récifs coralliens afin de soutenir une économie bleue durable. « La biodiversité côtière – avec des récifs coralliens, des prairies sous-marines et des mangroves, entre autres – stimule le développement économique, social et culturel », explique Dr Sergio Lorenzo, coordinateur de projet.

Jamaïque : Grâce au soutien de l'UE AMCC+, des palétuviers ont été replantés sur plus de sept hectares dans des zones côtières dégradées à la suite du passage du terrible ouragan Ivan en 2004. Plus de 1 500 mètres carrés de prairies sous-marines ont également été replantées. « J'ai une véritable passion pour les mangroves et les prairies sous-marines », explique Chalene Roye-Myrie, biologiste marine à l'Agence nationale jamaïcaine de l'environnement et de la planification. « Cette initiative a été un succès ! »

Îles Salomon : 65 000 hectares de mangroves fournissent de la nourriture, des emplois et des abris à des milliers d'insulaires. Dans cinq communautés côtières, l'UE AMCC+ a financé des projets de plantation et de restauration de ces forêts bleues. « *La disparition de mangroves entraîne la disparition de moyens de subsistance* », explique Dominic Odu, agriculteur. « *Si les communautés continuent de couper des palétuviers pour en récolter le bois au rythme actuel, il n'y en aura bientôt plus.* »

Mozambique : Le programme de l'UE AMCC+ financé à hauteur de 47 millions d'euros a entre autres permis de restaurer près de 230 hectares de mangroves. « *De nombreuses espèces utilisent les mangroves pour se reproduire* », explique Viejas Pedro Ernesto, un ouvrier agricole associé au projet. « *La déforestation provoque donc l'extinction de ces espèces. Mais aujourd'hui, les gens plantent un nouvel arbre chaque fois qu'ils en abattent un. Grâce à cette initiative, ces communautés pourront continuer à récolter les fruits de cet écosystème.* »

Bangladesh : le Bangladesh, qui est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique, pourrait exploiter le potentiel de sa florissante économie bleue et emprunter ainsi la voie de la prospérité. « *Les innombrables ressources de l'économie bleue sont pour la plupart encore inexploitées* », explique le ministre des affaires étrangères AK Abdul Momen. L'UE et le Bangladesh collaborent ainsi au développement d'une ZEE (qui vient d'être étendue), à la création d'emplois durables dans le secteur de la pêche, de l'aquaculture et du tourisme, et au développement de nouvelles biotechnologies.

INVERSER LA TENDANCE POUR AIDER LES COMMUNAUTÉS DE PÊCHE TRADITIONNELLES

Voilà encore une très chaude journée sur cette plage des Comores. Des groupes de femmes escaladent les rochers, s'arrêtant de temps à autre en poussant des cris d'exclamation. Après trois mois de fermeture et d'interdiction de la pêche pour permettre aux populations de poulpes de se rétablir, la plage est à nouveau ouverte et la pêche à pied traditionnelle autorisée. Et on comprend pourquoi les femmes sont à ce point excitées – les poulpes ont doublé de taille !

« Les femmes pratiquent la pêche à pied à marée basse », explique Hilal Saidina Said Bacar, travailleuse communautaire locale pour l'ONG Dahari. « Nous avons divisé la zone de pêche en trois secteurs et en avons fermé temporairement une pendant trois mois. Pendant cette période, la pêche y était interdite. Vous n'imaginez pas comme ces trois mois ont changé les choses. Alors que cela faisait deux ans que nous n'avions plus pêché de poulpes de plus de 1,5 kg, aujourd'hui, on en trouve régulièrement qui pèsent plus de 6 kg. »

Son amie Amina Miradji acquiesce. « Il n'y en a jamais eu autant et d'aussi gros. J'espère qu'il y aura une autre interdiction de pêche, car la dernière fois, cette "pause" a donné d'excellents résultats. Nous avons pêché énormément de poulpes – j'en ai moi-même mangé énormément. »

L'archipel des Comores est l'un des pays les plus pauvres et les plus vulnérables au changement climatique de l'océan Indien. Pourtant, il se situe au cœur d'un environnement marin qui, s'il était géré de manière durable, pourrait soutenir l'emploi et la sécurité alimentaire. Sa zone économique

exclusive (ZEE) est environ cent fois plus grande que sa superficie terrestre, mais elle ne contribue au PIB national qu'à concurrence de 20 %.

À l'instar d'autres pays de l'océan Indien occidental, comme Maurice, le Mozambique et la Somalie, les Comores sont confrontées à un cocktail redoutable : augmentation de la température de l'océan, acidification des océans, cyclones tropicaux et surpêche. Les prises n'ont cessé de diminuer depuis le début des années 2000, forçant les pêcheurs à s'éloigner de plus en plus de la côte – avec tous les risques que cela entraîne.

« Nous devons parfois aller pêcher très loin des côtes », explique Amir Youssouf, un pêcheur comorien. « C'est pour nous la seule façon de nous procurer des revenus. Ici, dans mon village, certains pêcheurs de ma génération ont perdu la vie en mer, en allant pêcher. Leurs enfants sont désormais orphelins. »

Un volet important du programme de l'AMCC+ aux Comores, financé par l'UE à hauteur de 3 millions d'euros – le développement d'une économie bleue durable – avait pour objectif de renforcer la résilience climatique aux Comores. La gestion des zones de pêche côtières – par des fermetures programmées – n'était pas la seule mesure mise en œuvre. Le projet a également enseigné aux femmes des méthodes de pêche moins dommageables. « Avant ce projet, nous utilisions des harpons, et si le poulpe refusait de sortir, nous lancions des pierres et donnions des coups de barre de fer dans le récif corallien. Aujourd'hui, les pêcheurs comprennent que si le poulpe se cache dans les coraux, il ne faut pas écraser ceux-ci mais utiliser des bâtons en bois pour l'inciter à sortir de sa cachette », explique Hilal.

Aujourd'hui, les pêcheurs comprennent que si le poulpe se cache dans les coraux, il ne faut pas écraser ceux-ci mais utiliser des bâtons en bois pour l'inciter à sortir de sa cachette.

Même si le projet s'adressait aussi bien aux hommes qu'aux femmes, plus de 80 % des participants étaient des femmes. « Il y avait des poulpes partout ! », s'exclame en riant Zainati Youssouf, qui pratique la pêche à pied. « Un jour, nous en avons attrapé un de 7 kg ! L'une de nous en a même attrapé pour plus de 20 kg – elle les a ramenés chez elle et elle a tout vendu ! »



© Tori Jeffers / Blue Ventures

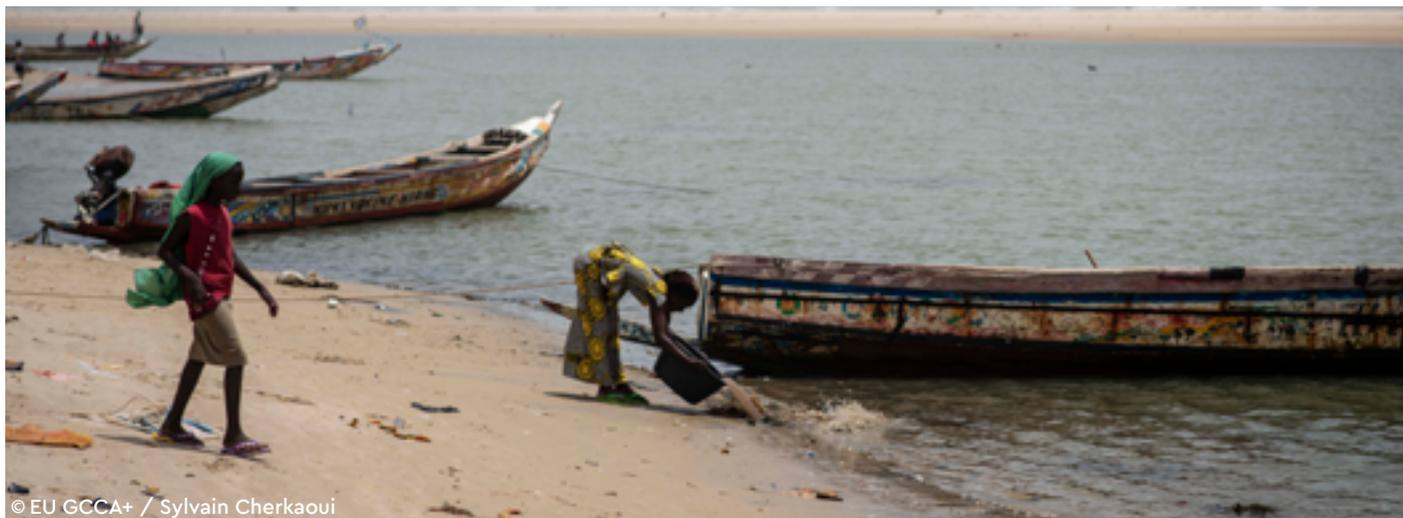
ECONOMIE BLEUE ET MOYENS DE SUBSISTANCE – LE SÉNÉGAL ET LA GAMBIE

En 2003, Saint-Louis, sur la côte atlantique du Sénégal, s'est retrouvée menacée par des inondations dévastatrices. Face à la montée des eaux du fleuve Sénégal qui risquait d'engloutir cette cité classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, le conseil municipal a fait creuser un canal de deux mètres de large dans les dunes pour détourner les eaux de la crue. Une décision qu'il avait estimée à l'époque judicieuse pour éviter une catastrophe.

La ville a été sauvée, mais les conséquences inattendues de cette décision se font sentir encore aujourd'hui. Au cours des dix années suivantes, l'étroite tranchée s'est élargie pour former une brèche de près de quatre kilomètres de large qui coupe en deux la célèbre Langue de Barbarie, une péninsule étroite de 30 km à l'embouchure du fleuve Sénégal. Certaines parties des dunes ont été submergées et certaines communautés de pêcheurs ont perdu leurs maisons, leurs moyens de subsistance et les terres qu'ils cultivaient pour se nourrir.

En 2014, un programme de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) a été lancé avec 4 millions d'euros de l'UE AMCC+. L'objectif est de remédier à certains des pires impacts et d'aider les habitants de Saint-Louis et des environs à devenir plus résilients face à la montée du niveau de la mer. En 2019, une partie des dunes avait été restaurée et la Langue de Barbarie avait retrouvé son aspect habituel grâce à une association de facteurs naturels et d'actions menées par l'homme.

Ce qui s'est passé à Saint-Louis est un avertissement pour l'économie



© EU GCCA+ / Sylvain Cherkaoui

bleue de l'Afrique. La liste des dangers potentiels est longue à faire froid dans le dos. La déforestation, l'extraction de sable, la surexploitation et la pollution menacent les écosystèmes fragiles qui protègent son littoral.

L'Union africaine qualifie l'économie bleue de « nouvelle frontière de la renaissance africaine », mais ce potentiel ne peut être réalisé qu'en combinant développement et durabilité. « Il ne s'agit pas uniquement de préserver les écosystèmes côtiers, il faut aussi se préoccuper de leur santé, » indique Pierre Failler. « À l'heure actuelle, par exemple, seulement 45 % de la valeur potentielle des mangroves et des prairies sous-marines du continent sont exploitées, tant elles sont en mauvais état. »

Pourtant, avec une gestion durable et attentive, l'économie bleue de l'Afrique pourrait représenter une vraie mine d'or. Selon la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'université de Londres, trente-sept nations africaines ont un littoral et 90 % environ du commerce régional se fait par voie maritime. L'économie bleue africaine est évaluée actuellement à environ 296 milliards de dollars, mais sa valeur devrait grimper pour atteindre 405 milliards de dollars d'ici 2030 et 576 milliards de dollars d'ici 2063. Les emplois dans l'économie bleue devraient également augmenter, et passer de 49 millions à 78 millions en 2063.

Réaliser pleinement le potentiel de l'économie bleue tout en s'attaquant à la crise du climat et de la biodiversité ne sera pas une sinécure. Mais M. Failler a bon espoir. « L'économie bleue repose en réalité sur quatre

principes », explique-t-il. « Elle doit être fondée sur une économie circulaire. Elle doit faire l'objet d'une bonne gouvernance. La durabilité environnementale et sociale en est un élément essentiel. Et enfin, autonomisation et prise de décision inclusive sont fondamentaux, en particulier pour les femmes et les jeunes. Sans ces éléments, l'économie bleue ne sera jamais qu'une autre frontière à exploiter. »

Les quatre principes énumérés par M. Failler sont au cœur du projet de gestion intégrée des zones côtières de l'UE AMCC+. Ce projet, financé à hauteur de 5,3 millions d'euros et mis en œuvre en Gambie vise à renforcer la résilience de la moitié environ de la population qui vit dans les zones côtières. Les menaces ne sont pas uniquement liées au changement climatique : la pollution par des substances toxiques et les déchets plastiques provenant des décharges situées près du littoral constituent également un problème majeur, en particulier pendant la saison des pluies, lorsque les ordures bouchent les canalisations et que les rivières en crue déversent des tonnes de déchets dans l'océan. Ce phénomène a un impact négatif sur les communautés qui vivent des produits de la mer. « Si vous allez dans les zones côtières, vous verrez que beaucoup de femmes travaillent dans le secteur de la transformation du poisson », explique Arune Jobe, coordinateur de l'AMCC+ pour le projet GIZC. « Beaucoup d'entre elles comptent sur la mer pour leurs moyens de subsistance. »

TOURISME CÔTIER DANS LES PAYS VULNÉRABLES : DE LA BARBADE AUX SEYCHELLES

L'économie bleue est souvent associée au tourisme côtier, et les chiffres sont certainement là pour le confirmer – selon l'Institut des ressources mondiales (WRI), 80 % des activités touristiques ont lieu dans les zones côtières. Rien que dans l'UE, le tourisme côtier employait avant la crise du COVID-19 plus de 3 millions de personnes et générait 183 milliards d'euros de recettes. Selon les estimations de la Banque mondiale, en termes de nombre d'emplois directs et indirects, le tourisme côtier vient en deuxième position, juste après le secteur de la pêche industrielle.

À titre d'exemple, une étude réalisée en 2017 a montré que les récifs coralliens attiraient chaque année des millions de touristes, avec au total 70 millions de voyage. Toujours selon cette étude, le tourisme directement lié aux coraux, comme la plongée et la randonnée aquatique, représentait 19 milliards de dollars. Les activités à proximité des coraux généraient quant à elles 16 milliards de dollars.

Comment des pays qui dépendent du tourisme côtier – en particulier les petits États insulaires en développement (PEID) – peuvent-ils tirer profit de ce secteur florissant sans nuire à l'environnement ? Aux quatre coins du monde, l'UE AMCC + finance des projets qui les aident à relever ce défi. Voici quelques exemples d'initiatives :

Barbade : Promouvoir le tourisme durable suppose d'être attentif à la durabilité tout au long de la chaîne de valeur du tourisme, y compris au niveau du traitement des déchets. La gestion des déchets solides et des déchets chimiques est un défi majeur pour la Barbade, comme pour d'autres PEID. Le programme

ISLANDS (« Implementing Sustainable Low and Non-Chemical Development in Small Island Developing States ») vise à accroître le recyclage et à réduire la quantité de déchets atterrissant dans des décharges.

Seychelles : Certaines des plages les plus « instagrammables » au monde sont déjà touchées de plein fouet par l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière. « Il y a quinze ans, on pouvait encore rejoindre l'anse de la Source d'Argent à pied par la plage », explique Lionel Waye-Hive, qui gère une entreprise familiale de location de bateaux et de bicyclettes. « Ce n'est plus possible maintenant car la plage a disparu. Et si ça continue, toutes les maisons et tous les hôtels le long de la plage disparaîtront eux aussi. »

En partenariat avec l'UE AMCC+, le gouvernement des Seychelles a produit un guide pour les hôtels et les maisons d'hôtes.

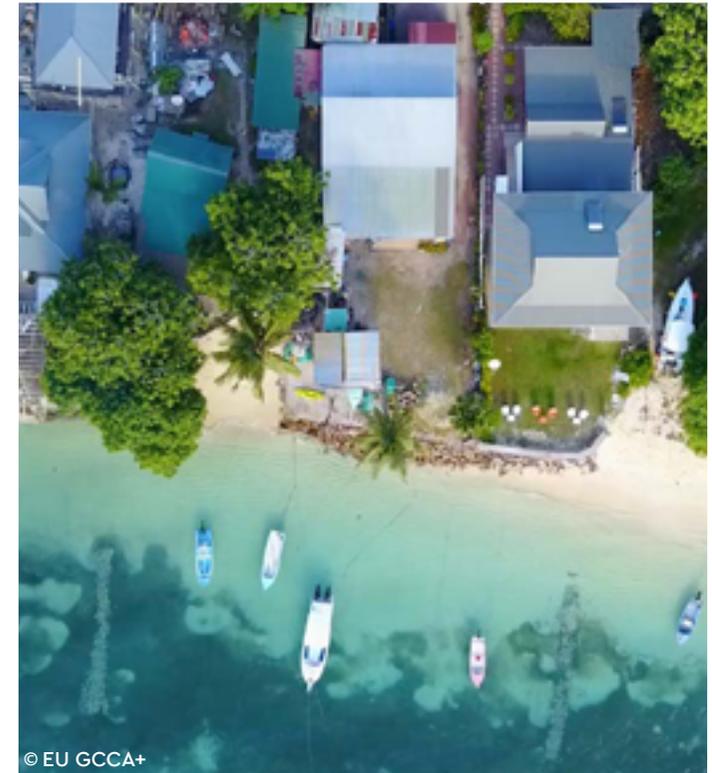
Îles Cook : Un projet financé à hauteur de 14,89 millions d'euros et mis en œuvre dans le cadre d'un programme de l'UE AMCC+ s'emploie à restaurer les récifs coralliens et à en éloigner les touristes. L'île d'Aitutaki, autrefois célèbre pour ses bénitiers géants aux couleurs vives – les pa'ua comme les appellent les insulaires – a longtemps attiré des plongeurs du monde entier. Les aînés se souviennent d'une époque où les bénitiers géants étaient si nombreux qu'ils s'étendaient à perte de vue. Aujourd'hui, grâce à une initiative menée en collaboration avec des écoles du coin, une écloserie a été mise en place. Les pa'ua qui y sont cultivés sont transplantés dans les récifs coralliens, à l'aide de cages spéciales pour les protéger.

République dominicaine : Encore une journée magnifique à Miches, sur la côte nord de la République dominicaine. Les touristes sont peu à peu de retour sur les plages de sable blanc inondées de soleil. Mais Miches – décrit par le New York Times comme une « Instagram goldmine » – reste l'une des villes les plus pauvres du pays. Ses habitants ne voient pas toujours la couleur de l'argent des touristes. Yonattan Mercado, qui vit à Miches depuis sa naissance, travaille à présent pour le gouvernement. Il est chargé de surveiller deux réserves naturelles dans le cadre d'un programme de renforcement de la résilience climatique financé par l'UE. « Ces réserves abritent des dizaines d'espèces sauvages mais sont aussi des sources de revenus pour de nombreuses familles du coin », explique-t-il.

Palaos : L'Office du tourisme surfe sur l'attrait suscité par cet archipel : « Perdu au beau milieu d'une immense étendue d'eau bleue, un paradis intact, l'un des rares encore préservés de la planète. » Même si les Palaos sont au bout du monde, le tourisme était en plein essor avant la pandémie – le secteur représentait 137 millions de dollars en 2019, avec plus de 123 000 visiteurs.

Grâce au soutien du programme UE AMCC+ SUPA (Scaling Up Pacific Adaptation), 30 écoles ont chacune adopté une plage qu'elles s'engagent à nettoyer. Les résultats de ce projet viendront alimenter la Big Microplastic Survey.

Maldives : Comme en témoigne l'enfant du poster destiné à sensibiliser le public aux menaces climatiques qui pèsent sur les PEID, les Maldives dépendent ironiquement du tourisme de longue distance pour une part importante de leur PIB. Mais transformer ce secteur pour en faire un secteur plus durable est un défi. S'appuyant sur un précédent projet de conservation des terres humides et de surveillance des récifs coralliens, financé à hauteur de 6,5 millions d'euros et mis en œuvre entre 2009 et 2015, ce nouveau programme de l'UE AMCC + vise à développer l'écotourisme et à améliorer la protection environnementale dans le sud des Maldives. Saheema vient souvent sur ce site avec ses deux enfants. « Depuis la création de ce parc naturel, tout est plus propre est plus beau, » explique-t-elle. « Nous aimons beaucoup cet endroit et nous venons souvent ici pour faire de la randonnée aquatique. Je suis fière de mon île qui abrite de si beaux sites. »



MOZAMBIQUE : L'ÉQUILIBRE FRAGILE ENTRE IMAGE TOURISTIQUE ET ALÉAS CLIMATIQUES

Dans le sud-est de l'Afrique, le Mozambique déploie ses charmes sur 2500 km de côtes constellées de plages sauvages, avec une alternance de lagons, de récifs coralliens et de petites îles. Le parc national de Gorongosa est considéré comme l'une des destinations phares du tourisme ornithologique de la région. Le National Geographic lui a d'ailleurs consacré un documentaire primé : Africa's Lost Eden. Mais le Mozambique est aussi le pays le plus exposé aux risques d'origine climatique selon l'indice CRI, calculé à partir des données des 20 dernières années.

En 2019, avant la pandémie de COVID-19, le tourisme contribuait à concurrence de 8,2 % au PIB national. Le Mozambique profite d'un équilibre fragile pour tenter de rebâtir sa réputation de destination touristique. Mais cette réputation risque à tout moment d'être érodée par le changement climatique et la très forte vulnérabilité du pays aux événements météorologiques extrêmes. Lors de la seule année 2019, ces phénomènes extrêmes ont amputé le PIB de 12,6 % et infligé au Mozambique 4,9 milliards de dollars de pertes en termes monétaires. Cette vulnérabilité est liée à la situation géographique du pays, à l'étendue de son littoral bordant l'océan Indien et au fait qu'il soit situé en aval de neuf grands bassins fluviaux. La sécheresse et les inondations sont les deux faces d'un même problème : l'exposition extrême du Mozambique au changement climatique, ainsi qu'aux vagues de chaleur et aux cyclones.

Comme l'indique le Programme d'action national d'adaptation du Mozambique, il y a lieu de développer les connaissances pour concevoir



© EU GCCA+

des mesures d'adaptation appropriées et adaptées aux différents utilisateurs pour réduire les risques climatiques, en termes de vies humaines, et pour atténuer la pauvreté. À cette fin, le gouvernement collabore avec des bailleurs de fonds internationaux pour réduire les risques d'inondation dans les grandes villes, grâce à de nouveaux programmes d'infrastructure.

« Renforcement de la résilience climatique locale au Mozambique », un projet financé par l'UE AMCC+ s'emploie à réduire la vulnérabilité induite par le climat au niveau local/des districts en soutenant la mise en œuvre d'actions concrètes issues des plans d'adaptation locaux (PAL). Ces mesures sont toutefois insuffisantes. La fréquence et l'ampleur des événements climatiques extrêmes sont de plus en plus préoccupantes. L'isolement et les restrictions imposés par la crise du COVID-19 ont mis les communautés locales face à une situation extrêmement difficile et ont encore aggravé leur vulnérabilité, d'autant qu'elles ont ensuite été touchées de plein fouet par cyclones Chalane et Eloïse en 2021. L'UNICEF a ainsi estimé à plus de 176000 le nombre d'habitants du centre du Mozambique gravement touchés par Eloïse et nécessitant une aide humanitaire au lendemain du passage de ce cyclone. La communauté internationale et les bailleurs de fonds doivent donc continuer à apporter un soutien rapide, robuste et durable au gouvernement et aux communautés locales du Mozambique. Les acteurs locaux, régionaux et nationaux doivent comprendre, favoriser et faciliter des solutions axées sur le climat, adaptées à la situation spécifique du Mozambique et visant à améliorer les moyens d'existence, à garantir la sécurité alimentaire et à créer des emplois.



UN AVENIR DURABLE POUR LE KARITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST : LA SOLUTION EST ENTRE LES MAINS D'AGRICULTRICES

Dans une exploitation agricole reculée de l'État d'Oyo, au Nigeria, un groupe de femmes travaille dans les champs, dégageant de la poussière. Ces agricultrices sèment du maïs, du gombo, des épinards, des tomates et bien d'autres légumes qu'elles récolteront lors de prochaine saison sèche. Vêtues de vêtements et de foulards bigarrés, elles chantent en travaillant. Une scène typique de l'Afrique de l'Ouest rurale.

Le tableau est bien différent et plus inhabituel dans la ferme modèle Oke Oda, située dans l'ouest du pays, non loin de la frontière avec le Bénin. Ici, les femmes plantent leurs cultures à l'ombre de karités, selon une toute nouvelle approche d'agriculture durable mise en œuvre sur quatre hectares de terres. Tout comme d'autres bénéficiaires qui travaillent dans une autre exploitation, à 500 km à l'est de Tufa, dans l'État du Niger, ces femmes sont bien résolues à transformer leur vie et à pérenniser le secteur du karité.

« *Le Nigeria, comme d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, est de plus en plus touché par les effets du changement climatique, comme la sécheresse et les effets du déboisement – deux phénomènes qui diminuent la production alimentaire* », explique Cornelius Kakrabah, en charge du développement commercial et de la mise en œuvre des programmes à la Global Shea Alliance (GSA). « *Les revenus et les recettes tirés du karité sont relativement modestes, mais cette production représente une source régulière de revenus financiers, qui permet aux femmes de subvenir aux besoins des ménages (soins de santé, éducation et subsistance quotidienne des familles).* »

Le beurre de karité est utilisé pour la fabrication d'aliments et de cosmétiques



vendus aux quatre coins du monde. Les karités, qui portent les noix dont le beurre sera extrait, poussent dans tout le Sahel, une région aride d'Afrique de l'Ouest. Ils peuvent par ailleurs donner des noix pendant 200 ans. Ces arbres sont de plus en plus cultivés pour approvisionner un marché mondial toujours en plein développement, qui, selon le World Business Council for Sustainable development (WBCSD) pèsent 2,9 milliards de dollars d'ici 2025. La demande en noix de karité d'Afrique de l'Ouest a explosé, augmentant de 600 % au cours des 20 dernières années, mais les collecteurs de noix de karité – qui sont presque exclusivement des collectrices – se situent tout en bas de la chaîne de valeur. Ce travail ne leur rapporte donc pas plus de 75 dollars par an.

Au Nigeria, premier fournisseur mondial de noix de karité, environ 2,2 millions de femmes travaillent comme collectrices. Afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et de pérenniser le secteur de la culture du karité, un projet d'une durée de deux ans, financé à hauteur de 245 000 euros (Developing A Resilient Shea Agro-forestry Farm Model) a été lancé au titre de l'UE AMCC+. Il apparaît d'ores et déjà comme une réussite. Dans le cadre de celui-ci, cinquante-six femmes, issues de coopératives locales, bénéficient d'une formation dans deux exploitations modèles. Une fois formées, elles transmettront leurs connaissances à environ 1 500 femmes de communautés voisines.

« *Ce projet est entièrement axé sur les collectrices de noix de karité* », explique M. Kakrabah. « *La saison du karité ne dure que quelques mois, de mai à août. En dehors de cette période de récolte, les femmes n'ont donc*

que très peu de travail. Ce projet leur garantit un travail et donc des revenus tout au long de l'année, aussi bien pendant qu'en dehors de la saison du karité. Elles cultivent en effet d'autres cultures sur les terres où poussent les karités. La culture mixte permet aux femmes de se procurer des revenus toute l'année tout en améliorant la conservation des sols. Les bénéficiaires sont également formées à l'apiculture, un plus qui leur procure des revenus supplémentaires tout en favorisant la pollinisation des cultures. »

Une étude récente a mis en avant l'effet positif de l'apiculture sur les karités. En transportant les grains de pollen vers les fleurs des karités, les abeilles (des insectes pollinisateurs) améliorent la fructification des karités. Dans les exploitations de faible biodiversité, l'insuffisance de la pollinisation est à l'origine de faibles rendements fruitiers. En revanche, sur les sites à biodiversité élevée (comme dans ces deux exploitations modèles), les populations d'abeilles plus nombreuses améliorent ces rendements. En outre, la restauration de la savane où poussent les arbres à karité permet de lutter contre la désertification progressive qui menace le Sahel.

Les ramasseuses de noix de karité appartiennent généralement à de grands ménages polygames et, dans certains États, la législation et les coutumes locales les empêchent d'être propriétaires des terres qu'elles cultivent. Les hommes ne participent généralement pas à la culture du karité, une activité réservée aux femmes qui doivent s'occuper de leurs enfants et payer les frais de scolarité et d'autres dépenses avec l'argent qu'elles tirent de la collecte des noix. « *Pour ces femmes, le ramassage des noix de karité, leur principale activité rémunératrice, relève de l'agriculture de subsistance.*

Certaines parviennent néanmoins à développer une activité commerciale, en vendant leurs noix sur les marchés locaux», poursuit M. Kakrabah.

Le projet, qui est entré dans sa deuxième année, porte déjà clairement ses fruits. «Les résultats engrangés à ce jour sont très encourageants. Les femmes nous disent qu'il a un réel effet positif sur leur vie. Le projet suscite beaucoup d'intérêt. Nous organisons des présentations pour partager les enseignements tirés à ce jour et expliquons que cette approche agroforestière durable peut être reproduite dans toute l'Afrique de l'Ouest.»

Les partenariats mis en place tout au long de la chaîne de valeur du karité sont l'une des clés du succès de ce projet. Des entreprises du secteur privé, des services gouvernementaux et des instituts de recherche sont associés à sa mise en œuvre et au suivi. Des évaluations de l'effet économique et environnemental sont en cours afin de quantifier les avantages du projet, pour les femmes comme pour les sols. Les deux exploitations modèles sont également associées à l'initiative plus générale de la GSA, Action for Shea Parklands (Action en faveur des parcs à karité, ASP), qui a pour objectif de remplacer les sept millions d'arbres qui disparaissent chaque année en Afrique de l'Ouest, victimes du changement climatique et de la conversion des terres.

«Les arbres de karité sont une espèce en voie de disparition au Nigeria», affirme Ahmed Mohammed Kontagora, président de l'Association nationale des produits issus du karité (NASPAN). «Les arbres sont abattus pour être utilisés comme matériau de construction ou pour se chauffer, ou pour produire du charbon de bois. Les terres où poussent les karités sont donc victimes du déboisement. Nous voulons réhabiliter ces terres et y replanter des arbres à karité, pour en confier ensuite la propriété et la gestion aux communautés locales. L'un des plus grands défis est de s'assurer que les communautés n'utilisent pas ces arbres pour leur bois, mais qu'elles en assurent la gestion dans des exploitations agroforestières, pour garantir leur survie.»

Les défis sont nombreux, mais le projet d'exploitations modèles mis en œuvre au Nigeria montre d'ores et déjà que la gestion agroforestière durable, appliquée au karité, peut être bénéfique à la fois aux communautés et à l'environnement. *«La culture durable du karité a vraiment un avenir en Afrique de l'Ouest», se réjouit Cornelius Kakrabah. «Les femmes se sont d'emblée montrées enthousiastes. Nous avons organisé des consultations*

dans les communautés, nous avons rencontré leurs chefs et nous avons constaté à quel point les femmes étaient heureuses que nous venions dans leurs villages pour les associer au projet et les former. Ce qu'elles ont pu apprendre dépasse toutes les attentes. Les karités semblent ainsi promis à un bel avenir dans toute l'Afrique de l'Ouest.»

Une impression et un sentiment partagés par Khadijat Hassan, membre de la coopérative Asumali à Tufa, qui a été choisie pour participer au projet pilote. Elle explique avec enthousiasme : *«Nous avons été vraiment impressionnées par tout ce que nous avons appris. Nous avons ainsi appris la culture mixte et à transférer nos connaissances à d'autres femmes. Nous aurons bientôt tout en main pour subvenir aux besoins de nos enfants et de notre famille, et apporter ainsi un soutien financier à nos maris.»*

La culture durable du karité a vraiment un avenir en Afrique de l'Ouest.



Women shea collectors © GSA

©Adrian Ra - Unsplash

DES CHAÎNES DE VALEUR SANS DÉFORESTATION : UNE RÉPONSE NÉCESSAIRE

La nécessité de s'attaquer à la « déforestation importée » explique l'intérêt croissant pour le développement de chaînes d'approvisionnement « zéro déforestation ». Le principal facteur de la déforestation est la conversion de forêts en terres agricoles, le plus souvent pour la monoculture d'arbres. Dans les pays émergents et en développement, un pourcentage important de ces « nouvelles terres agricoles » est affecté à la production de produits de base destinés à l'exportation, tels que le cacao, le café, le soja, le bœuf, l'huile de palme, la pulpe et le papier, ainsi que le caoutchouc ou le bois de coupe. L'importation de produits poussant sur ces ex-terres forestières encourage donc la déforestation.

À travers son approche de coopération extérieure, l'UE promeut des mesures de gestion forestière intégrée, qui s'attaquent à la question de la durabilité et de la légalité de la production et des chaînes de valeur, tout en s'attachant à préserver la biodiversité et les moyens de subsistance locaux. Cette approche encourage la généralisation des chaînes de valeur sans déforestation, en associant des mesures liées au commerce et un soutien aux gouvernements partenaires (par exemple, dans les domaines suivants : gouvernance forestière, aménagement des sols, conception de mesures incitatives et systèmes de garantie de légalité), aux producteurs locaux (pratiques de production et respect des exigences de certification par exemple) et aux organisations non gouvernementales (en tant que partenaires de plaidoyer et de suivi). Des mécanismes, tels que « EU Forest for the Future », s'inscrivent dans le cadre du soutien technique pour des écosystèmes forestiers en bonne santé et la croissance économique. Les nouveaux partenariats forestiers



© EU GCCA+ Suriname

de l'UE encourageront la mise en place d'une approche globale et intégrée, notamment des chaînes de valeur forestières durables et l'agriculture sans déforestation, la restauration de forêts, la promotion des investissements, la gouvernance et l'application de la loi, ainsi que la participation de la société civile.

Au cours de ces dernières années, l'UE a élaboré un cadre stratégique et réglementaire (qui doit encore être finalisé) afin de soutenir la transition vers un commerce de produits de base sans déforestation. Ce cadre vient compléter le plan d'action de l'UE relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT) qui s'attaque à l'abattage illégal et au commerce illicite du bois, afin de renforcer la gouvernance forestière en dehors de l'UE, mais qui ne couvre pas la déforestation due à l'agriculture.

Plusieurs mécanismes peuvent soutenir le développement de chaînes de valeur sans déforestation. Les systèmes de certification privée et d'étiquetage volontaire, les normes facultatives, la sensibilisation de l'utilisateur et les politiques d'achat écologiques sont de plus en plus utilisés, mais ces mesures sont insuffisantes pour agir à l'échelle requise contre la déforestation. D'autres pistes incluent un système d'étiquetage ou une certification publique pour les produits liés à un risque élevé de certification ; l'imposition d'exigences strictes de diligence raisonnée aux importateurs ; et l'utilisation de taxes et droits différenciés pour encourager la transition vers des modes de production et de consommation sans déforestation.

La proposition de règlement introduit un système d'évaluation comparative des pays (afin de pouvoir classer ceux-ci selon le risque – faible, standard ou élevé – qu'ils produisent des produits de base qui ne respectent pas ce règlement), associé à des obligations de diligence raisonnée pour les opérateurs et négociants de l'UE (importateurs) de produits de base (six au départ) présentant un risque pour les forêts, en fonction du risque.

L'initiative de l'AMCC+ contribue à la lutte contre la déforestation à travers divers projets. En République démocratique du Congo, elle soutient par exemple la création d'une chaîne de valeur de l'hévéa, durable et inclusive. En Éthiopie, elle encourage la production durable de café et la conservation des écosystèmes forestiers grâce à la gestion intégrée du paysage. Et dans la région amazonienne du Brésil, les chaînes de valeur agricoles durables et innovantes.

La conservation des forêts naturelles revêt une importance stratégique, tant pour l'atténuation du changement climatique (vu leur potentiel de stockage du carbone) que l'adaptation (ces forêts jouant un rôle dans la régulation du débit de l'eau et le climat local, ainsi que dans le soutien aux productions essentielles, aux moyens de subsistance et à la biodiversité).

L'UE AMCC+

L'ALLIANCE MON-
DIALE CONTRE LE
CHANGEMENT CLI-
MATIQUE PLUS



À PROPOS DE L'UE AMCC+

L'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+) est une initiative phare de l'Union européenne qui aide les pays les plus vulnérables à faire face au changement climatique. Elle a débuté en 2007 et est devenue une initiative majeure pour les clients, avec plus de 80 programmes en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans la région du Pacifique.

**REJOIGNEZ
NOTRE COMMUNAUTÉ**

> <https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community>

LIRE & PARTAGER
www.gcca.eu/fr/stories

Si des omissions involontaires ou l'impossibilité de retrouver les titulaires de droits d'auteur se sont produites, nous nous en excusons et nous nous efforcerons, si nous en sommes informés, d'apporter les corrections nécessaires.